

Monde du travail

4

Smood : après  
la grève, une CCT!

Santé

7

Recherche médicale :  
de l'oubli à  
l'essentialisation

Féminisme

11

Loi sur le viol :  
l'État et le  
consentement

International

14

État-Unis : des  
travailleuses  
s'organisent

Édito

## PRIDE DE NUIT ET DE DEMAIN

L'événement qui se tiendra le 2 juillet à Lausanne, une manifestation suivie d'une soirée festive, est la culmination du travail d'environ un an d'une

base militante forte et vénère qui souhaite se réapproprier les discours autour de ce que l'on appelle le « queer ». Face à des discours de plus en plus lissés

et assimilés au capitalisme, qui visent le plus souvent à notre intégration dans la force de travail sans remettre en question les dynamiques sous-jacentes du néolibéralisme, le collectif a su développer une pensée politique forte retranscrite dans son manifeste (extraits en page 3).

Mais discutons stratégie. Si l'on ne saura que le 2 juillet si cet appel large à une radicalité

queer portera ses fruits, comment envisager le rapport aux questions queer dans les espaces politiques ? La tentative de parler de convergence des luttes est sur toutes les lèvres. Fantastique. Bientôt, chaque thématique aura son mouvement social dédié et nous irons touxtes dans la même direction : celle de l'anticapitalisme et de la révolution. ➔

Queer

3

POUR UNE MANIFESTATION QUEER, DETER, SOLIDAIRE ET FESTIVE

Mais en termes d'organisation politique, ce n'est probablement pas suffisant pour les questions queer. En effet, si la convergence des luttes présuppose le plus souvent une adoption presque spontanée des autres luttes dans nos milieux, elle thématise rarement le rapport de force. À parler convergence des luttes, on risque de reproduire des schémas habituels : laisser les questions queer aux personnes concernées, rajouter éventuellement entre parenthèses les personnes LGBTQIA+ après les femmes sur nos programmes politiques. Mais ne pas intégrer de nouvelles théories politiques dans nos analyses.

Car la convergence des luttes ne peut être le seul outil utilisé. Elle ne suffit pas à elle seule à créer suffisamment de conscience de classe qui passerait d'un collectif à un autre et permettrait un mouvement de masse. La réalité est qu'elle ne fait le plus souvent que créer l'intersection d'un diagramme de Venn. Je m'explique : le plus souvent, la convergence des luttes ne mobilise que les camarades investi-e-x-s déjà partout sans mobiliser la base totale.

Au contraire, c'est le rapport de pouvoir qu'il faut mobiliser ici. Aux dépens d'une idée spontanée, la politique se construit au sein de nos espaces, et pas toujours de manière confortable. Car la réalité c'est qu'il faut bousculer, mettre mal à l'aise, se battre, avoir des conflits pour atteindre un réel changement. Bien souvent, on est bien content-e-x de simplement laisser aux collectifs en charge d'un sujet la marge de nos espaces plutôt que de travailler à laisser le rapport de pouvoir se former. C'est particulièrement vrai des questions queer, parce qu'elles sont bizarres, choquantes, transformatrices.

Nous demandons que soit intégré dans la pensée politique de nos mouvements la construction sociale du sexe biologique, la remise en question de la famille, l'explosion des mœurs sexuelles et qu'on laisse les transpédagogues faire leur politique.

Du coup, si une base politique queer est désormais construite, nous annonçons d'ores et déjà qu'il faut que plus rien ne soit comme avant. Nous sommes queer, nous sommes ici et nous ne quitterons pas la lutte.

Seb Zürcher

Genève

Sa 25 juin

## JOURNÉE DE RÉCOLTE DE SIGNATURES MASSIVE POUR LES INITIATIVES «TPG GRATUITS» ET «UNE VIE ICI, UNE VOIX ICI»

10h-14h

Genève

Genève

Sa 25 juin

## 3<sup>e</sup> TOURNOI DE FOOT ANTIRACISTE

Fribourg

Je 30 juin

## POUR UNE AUTRE RÉFORME DES RETRAITES

Discussion avec Danielle Axelroud (Grève féministe) et Pierre-André Charrière (solidarités). Modération: Solenn Ochsner (Grève pour l'Avenir)

19h Restaurant La Couronne

Fribourg

Lausanne

Sa 2 juillet

## PRIDE DE NUIT

16h30	Parc de Milan	Rassemblement
18h		Départ de la manifestation
20h30	Pl. de la Riponne	Musique!
22h	Les Docks	Soirée festive

International

23 → 29 juillet

## 37<sup>e</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES DES JEUNES ANTICAPITALISTES

Cette semaine de camp autogéré réunit des militant-e-x-s d'organisations de gauche radicale internationales proches de solidarité. Il s'agit une opportunité incroyable de rencontrer des camarades d'autres pays et de se former ensemble, de façon participative et dans une ambiance festive!

Chaque année les RIJ réunissent entre 200 et 300 militant-e-x-s d'Europe et du monde entier pour des formations, discussions et planification autour des luttes anticapitalistes, féministes, écosocialistes, queers, anti-impérialistes et antiracistes.

Si tu es intéressé-e-x à obtenir davantage d'informations, tu peux écrire à [info@solidarites.ch](mailto:info@solidarites.ch)

## AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé. En ce moment nous vivons une mauvaise passe financière et le paiement régulier des abonnements est essentiel pour notre survie

→ Sur notre site : [solidarites.ch/abonnements](http://solidarites.ch/abonnements)

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum  
Éditeur  
Journal solidarités  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E [journal@solidarites.ch](mailto:journal@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/journal](http://solidarites.ch/journal)

Tirage  
5 000 exemplaires  
17 n° par an  
Comité éditoriel  
Clara Almeida Lozar  
Clément Bindschädel  
Joseph Dähler  
Cornelia Hummel  
Margaux Lang

Julien Nagel  
Pierre Raboud  
José Sanchez  
Thomas Vachetta  
Relecture  
Nothilie Delbrouck  
Clara Fondilaz  
Gaëlle Kovalliv  
Marc Leemann

Aude Martenot  
Guy Rouge  
Françoise Mos  
Maquette et mise en page  
Niels Wehrspann  
Converture  
Niels Wehrspann / DR

Abonnements  
Annuel  
Étudiant-e-s, chômeur-seuses, AVS/Al...  
Soutien  
3 mois à Tessen  
Pour payer:  
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:  
▶ [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)

fr. 80  
40  
150  
Gratuit!

Contacts régionaux du mouvement  
Genève  
25, rue des Gares  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E [info@solidarites.ch](mailto:info@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/genève](http://solidarites.ch/genève)

Fribourg/Freiburg  
Case postale 532  
1701 Fribourg  
E [Fribourg@solidarites.ch](mailto:Fribourg@solidarites.ch)

Neuchâtel  
Case postale 3105  
2001 Neuchâtel  
T +41 77 502 79 53  
E [ne@solidarites.ch](mailto:ne@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/ne](http://solidarites.ch/ne)

Vaud  
5 place Chauderon  
1003 Lausanne  
T +41 79 302 38 34  
E [voud@solidarites.ch](mailto:voud@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/vaud](http://solidarites.ch/vaud)



Pride de nuit de Paris, juin 2017

**Queer** **En mouvement** **PRIDE DE NUIT**

# POUR UNE MANIFESTATION QUEER, DETER, SOLIDAIRE ET FESTIVE

Les luttes queer sont transversales et nécessaires aux combats aussi bien féministes qu'anticapitalistes ou encore écologistes. C'est fort de ce constat que le collectif de la Pride de nuit tente d'articuler les pensées et les revendications queer avec celles d'autres luttes sociales. Extraits de leur manifeste.

## **Pour notre autodétermination sans concessions**

Nous défendons le droit à l'autodétermination. Tant dans nos genres, nos orientations affectives et sexuelles, nos corps, que dans nos modes de relations. Nous militons pour un droit aux questionnements, aux tâtonnements, aux hésitations et aux redéfinitions, individuelles ou collectives.

## **Santé**

Nous voulons une reconnaissance de la diversité des corps, des identités et des parcours de vie. Les spéci-

ficités LGBTQIA+ doivent être prises en compte dans le domaine sanitaire. Nous nous opposons aux logiques marchandes qui nourrissent le secteur de la santé (médecine, labo, pharma) et des assurances. Nous souhaitons un accès sans conditions aux soins dont nous avons besoin et auxquels nous avons droit.

## **Représentations**

L'histoire, qu'elle soit religieuse, sociale, culturelle ou scientifique, nourrit nos systèmes de récits visant à renforcer, naturaliser, prouver l'existence et la nécessité de la binarité de genre et de l'hétéro-

sexualité. Ces récits dissimulent et nient l'existence d'une diversité bien présente dans la nature.

La racialisation du genre a permis et permet encore de justifier des violences, le genre n'étant pas vécu, perçu et déterminé de la même manière selon l'assignation raciale. Le genre peut alors être un outil supplémentaire de fétichisations, stigmatisations et oppressions racistes. La binarité, qu'elle soit de genre ou d'autre chose, oppose, et donc subordonne, classe, et enfin exploite au profit du capitalisme.

## **Pour un monde sans précarité, sortons du capitalisme**

L'organisation de notre société autour du couple salariat-famille est une des causes systémiques de notre oppression. En plus de cela, le système de contrôle juridico-policiier qui touche à tous les aspects de nos sociétés implique souvent une double-peine pour les personnes les plus vulnérabilisées et stigmatisées.

## **Nos organisations familiales**

Nous dénonçons la famille qui n'est pensée que dans le cadre du salariat et du patriarcat. C'est-à-dire du modèle où une personne travaille et l'autre s'occupe – avec des conséquences graves sur son indépendance financière – de la maison et des enfants. Il est urgent que d'autres modèles relationnels et constellations familiales que la famille hégémonique soient reconnues. Le modèle constitué par un père et une mère n'a pas plus de légitimité que les familles monoparentales, homoparentales ou

d'autres formes d'organisations familiales ou collectives.

## **Nos espaces, nos sociétés, nos structures**

La répression vise la protection de la propriété privée et des intérêts bourgeois et non la protection de la population. Ainsi, ce sont en général les personnes déjà vulnérabilisées et stigmatisées qui font les frais de ce complexe punitif.

Nous demandons l'abandon de la répression policière au profit d'une approche sociale prenant en compte les réalités notamment queer. Nous réclamons aussi une sortie des logiques étatiques sécuritaires et punitives justifiant des discours et pratiques racistes, sexistes, validistes, classistes...

## **Nos emplois, pas ceux des patron-ne-s**

Avec l'effritement de l'État social, l'ubérisation rampante du monde du travail, les processus de néolibéralisation qui touchent tous les secteurs ainsi que la gentrification des centres, comment des lois antidiscriminations pourraient-elles nous protéger ? Nous rejoignons ainsi les mouvements féministes, écosocialistes et syndicaux sur la question du travail et des retraites : nous ne voulons pas des compromis, mais des améliorations concrètes !

## **Pour nous et par nous sans récupération de nos luttes**

Nous dénonçons les organisations, entreprises, gouvernements, groupes dominants qui se réapproprient nos identités, nos luttes, notre travail, à des fins qui desservent nos intérêts et en les détournant totalement à leur profit. Nous refusons de nous laisser manipuler par les techniques de *rainbow-washing* des acteurs privés et publics et appelons à une lutte qui ne soit pas de façade. Le *rainbow-washing* renforce les catégories queers jugées acceptables et/ou assimilées, et marginalise d'autres identités, corps et vies perçues comme moins conformes.

## **International**

Une des expressions les plus violentes de ce système est la hiérarchisation des pays, l'inégalité et l'exploitation qui en découle. Par conséquent nous sommes contre les frontières et opposés aux politiques qui détruisent les pays du Sud global. Nous appelons, pour combattre ces injustices, à une plus grande convergence des luttes avec des communautés transnationales pour décentrer nos rapports aux luttes et élargir nos perspectives !



Rassemblement de soutien aux employé-e-s de Smood, Genève, 9 juin 2022

**Monde du travail** NOUVEL ÉPISODE DANS LA LUTTE SMOOD

# APRÈS LA GRÈVE, UNE CCT!

Initié à Yverdon le 2 novembre 2021 par les livreurs-euses de la plateforme Smood et soutenu par le syndicat Unia, un mouvement de grève s'étendait rapidement sur plusieurs cantons romands. Cette lutte exemplaire a pris une autre tournure six mois plus tard, en aboutissant à la signature d'une Convention collective de travail (CCT).

Le 19 mai 2022, la majeure partie des livreurs-euses Smood a appris par le biais d'un communiqué de presse, et en même temps que les médias, qu'un accord a été trouvé entre leur employeur, Marc Aeschlimann, et Syndicom, syndicat des médias et de la communication. Cet accord se traduit par une CCT d'entreprise qui est censée réglementer les futures conditions de travail des livreurs-euses Smood, et entrera en vigueur en automne 2022. Y sont mentionnés un salaire minimum, la garantie hebdomadaire d'heures, la couverture de frais kilométriques, et surtout, la «*paix du travail illimitée*», selon les termes de la CCT.

## Le double jeu de Syndicom

Or, même si les deux syndicats font partie de la même organisation faitière – l'Union syndicale

suisse (USS) – leur approche face aux livreurs-euses en lutte l'automne dernier a été assez différente. Alors qu'Unia a soutenu et organisé les grévistes, Syndicom a mis du temps à communiquer son soutien dans ce conflit de travail, répondant être depuis plusieurs mois en discussions avec l'employeur. Dans le cas de figure précis, nous avons pu observer une division syndicale, et sa médiatisation, qui a surtout profité à la partie patronale. Même si les deux syndicats ont finalement réussi à s'asseoir ensemble durant la procédure de conciliation entre les parties en conflit, il semble aujourd'hui que Syndicom a joué double-jeu, en négociant avec Smood dans le dos du syndicat Unia et des grévistes. Résultat des courses, une CCT sortie du chapeau et qui n'a pas été

discutée avec la base, selon les affirmations du responsable logistique d'Unia, Roman Künzler : «*Les grévistes et leur syndicat le plus représentatif ont été totalement écartés des négociations, c'est inacceptable!*» (L'Événement syndical, 25 mai 2022)

La manière dont cette CCT a été signée illustre assez clairement la nature perverse du partenariat social suisse et notamment la façon dont celui-ci peut être dévastateur pour des courants combattifs présents sur les lieux de travail, en vidant de toute substance les revendications des travailleurs-euses organisé-e-s. Ainsi, la CCT Smood fait abstraction des recommandations émises quelques mois plus tôt par la Chambre des relations collectives de travail devant laquelle tant Syndicom, qu'Unia avec la délégation de grévistes, et la partie

patronale, ont comparu pendant plus d'un mois. Les conditions finales dans ce texte ne correspondent de loin pas aux demandes des grévistes.

## Une CCT conçue sur mesure pour l'employeur

Pour s'exprimer sur la CCT, les principales et principaux-aes concerné-e-s avaient seulement droit à deux jours de réflexion, en votant *oui* ou *non* à travers une application numérique. Selon le communiqué de presse de Syndicom daté du 23 mai 2022 : «*Avec 323 voix pour et 22 voix contre, le personnel de livraison de Smood s'est exprimé clairement pour la nouvelle convention collective de travail. Les organes compétents de syndicom ont ratifié à l'unanimité la convention*».

Dans le processus de négociations, nous pouvons mettre en doute la représentativité de Syndicom dans le cas de Smood parce qu'une importante partie des livreur-euse-s est syndiquée chez Unia. Cette dernière a déclaré avoir rassemblé environ 160 membres. D'autre part, nous pouvons nous interroger sur le processus de consultation et sur la validité de cette CCT. En effet, sur les 1200 livreurs-euses que Smood occupe au total, selon les chiffres communiqués par l'entreprise, moins d'un tiers a pu se prononcer sur le sujet.

La tournure de la bataille Smood montre parfaitement comment le partenariat social efface la conflictualité et dépossède les travailleurs-euses de leur outil de lutte le plus puissant qu'est la grève. Non seulement les livreurs-euses de Smood n'ont pas mandaté clairement Syndicom comme leur représentant, mais ces dernière-s n'ont même pas pu convenablement s'exprimer sur ce que seront leurs conditions de travail.

L'ironie du sort c'est que la CCT, surfant sur le mouvement de grève, interdit la grève et impose la paix de travail absolue : une claque pour le prolétariat du numérique que constituent les livreur-euse-s Smood comme les travailleurs-euses d'autres plateformes.

La responsabilité de ce mauvais résultat engage l'ensemble du mouvement syndical. Comment se battre efficacement, s'organiser démocratiquement, agir collectivement avec des mandats de la base que les dirigeant-e-s syndicaux-aes respectent ? C'est un débat à mener dans toutes les fédérations syndicales, dans la perspective de mieux préparer les futurs combats.

José Sanchez

# L'URGENCE DE SE FORMER

« Il nous reste 1028 jours ». 3 ans pour réussir à inverser la balance. C'était ce qui était écrit sur le T-shirt de la militante climatique ayant fait irruption en demi-finale du Tournoi de tennis de Roland-Garros. Sur ces 1028 jours restants – un peu moins à l'heure d'écrire ces lignes et encore moins quand vous les lirez, n'est-il pas futile d'en consacrer n'en serait-ce qu'un à se former à la théorie marxiste ?

Face aux urgences écologique, féministe, queer ou antiraciste, pour n'en citer que quelques unes, la tentation est grande de se passer des encombrantes idéologies des siècles passés. Des idéologies aveugles devant certains systèmes d'exploitation – quand elles ne les renforcent pas. Des grilles de lecture dépassées devant la complexité de nos sociétés, des théories qui ont servi de justification aux pires crimes : les raisons ne manquent pas de s'en détourner.

Mais comment penser le changement quand on nous attaque sans cesse sur nos « contradictions », quand est invoquée à tout bout de champ la responsa-

bilité individuelle, quand il faut condamner certaines violences et en taire d'autres, quand on nous dit que le marché est efficace et que la nature est ainsi faite ? Il faut bien une boussole pour ne pas se perdre dans le grand supermarché capitaliste.

Se plonger dans les théories critiques en prenant – littéralement ! – de l'altitude, s'appuyer sur des auteur·ice·x·s classiques pour les discuter et les confronter au contexte actuel : c'est ce que propose solidarités Genève avec des week-ends de formation théorique à destination des jeunes militant·e·x·s des différentes sections mais aussi des mouvements sociaux.

Une formation sur deux jours pour renforcer les liens entre militant·e·x·s et entre organisations, pour prendre le temps de réfléchir à nos engagements à la lumière des apports de différent·e·x·s auteur·ice·x·s marxistes et de théories qui l'enrichissent, complémentaire aux soirées de formation sur des thèmes plus précis organisés par les différentes sections.

Le premier de ces week-ends a eu lieu du 21 au 22 mai dans un chalet du Jura français. 15 jeunes de différentes organisations y ont participé dans une ambiance conviviale, à la fois studieuse et joyeuse. Ulysse Lojkine, doctorant en économie et en philosophie politique, y est venu introduire

les théories économiques de Marx, puis présenter la pensée et les engagements internationalistes, anti-impérialistes et antimilitaristes de Rosa Luxembourg.

Cédric Durand, économiste, a dressé un aperçu d'une analyse critique du capitalisme contemporain, de ses mutations et des enjeux actuels, tels que le numérique ou la catastrophe écologique.

Au programme des prochains week-ends : la pensée de Gramsci, les théories écosocialistes, féministes matérialistes ou encore les grands débats actuels. Des perspectives riches et variées pour enrichir nos analyses et nos engagements et repolitiser notre société de marché.

Teo Frei



Lors du 1<sup>er</sup> weekend de formation, 22 mai 2022

# LIBRE-ÉCHANGE PARTOUT, JUSTICE NULLE PART!

Samedi 11 juin, à l'Appel de la Via Campesina, nous nous sommes retrouvé·e·s près d'un millier dans les rues de Genève à la veille de l'ouverture de la 12<sup>e</sup> réunion ministérielle de l'OMC.

En tête de manifestation, la délégation internationale des paysannes et paysans, tout juste arrivée d'Inde, d'Indonésie, de Corée du Sud, de Haïti, du Salvador, du Paraguay, du Mali, du Ghana, des États-Unis ainsi que

de plusieurs pays d'Europe : Italie, Portugal, Espagne. Avec la Confédération paysanne, la délégation française était conséquente.

Plusieurs déclarations combatives ont donné le ton : la lutte contre l'OMC,

contre les multinationales de l'agroindustrie qui détruisent nos vies et la planète, et pour la souveraineté alimentaire, voilà ce qui nous rassemble. Et nous devons continuer à nous battre, d'autant plus qu'après deux

années de Covid et dans un contexte de guerre en Ukraine, la crise alimentaire est déjà là dans de nombreux pays.

À Genève, c'est un collectif réunissant UniTerre, le CETIM, Le Silure, FIAN international, et solidarités qui a été à l'œuvre pour l'organisation de la marche ainsi que d'une conférence publique lors de laquelle les délégué·e·s de la Via Campesina ont témoigné des impacts des politiques commerciales dans leurs différents contextes locaux et réaffirmé leurs revendications, notamment en finir avec l'OMC, démanteler les multinationales et faire appliquer la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s.

Jeanne Planche

## INITIATIVE SUR LES SOINS DENTAIRES, EN ROUTE VERS UN VOTE POPULAIRE!

Déposée en 2015 avec plus de 8000 signatures, l'initiative « Pour une assurance de soins dentaires » sera soumise au vote du peuple sans contre-projet. Le texte demande la prise en charge des soins dentaires de base ainsi que des contrôles périodiques. Les coûts seraient supportés par une retenue sur le salaire de 0,5 % pour l'employeur·e et l'employé·e.

### De la question du contre-projet

D'après le Conseil d'État, le contexte socio-économique ne se prête pas à la mise en place d'une telle assurance même si l'intention est louable et les préoccupations partagées. De plus, la source de financement proposée ne lui paraît pas conforme. Le Conseil d'État avait proposé un contre-projet mettant en place un programme cantonal de santé bucco-dentaire, ciblant les populations vulnérables (jeunes et personnes âgées), axé sur la promotion, la prophylaxie et le dépistage.

En clair : un programme « moins cher », ciblant moins de monde. Celui-ci aurait été financé par une redevance sur les boissons sucrées. Bien entendu, il s'agissait pour le gouvernement de diviser le vote favorable à l'initiative. Mais comme le contre-projet a été refusé par le Grand Conseil, seule l'initiative sera soumise au vote populaire.

### De la question des délais

Une initiative déposée à la Chancellerie doit faire l'objet d'un rapport par le Conseil d'État dans les 2 ans suivant son dépôt. Le Grand Conseil doit ensuite prendre position l'année suivante. Nous voici donc, dans ce cas, près de 7 ans plus tard ! Notons que plusieurs initiatives déposées par la gauche sont hors-délais depuis longtemps, notamment les transports publics gratuits...

Zoé Bachmann



Montage des abris dans les jardins de la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL), 30 mai 2022

## PERSONNES EN SITUATION PRÉCAIRE CONDAMNÉES À LA RUE

Le collectif 43 m<sup>2</sup> lutte pour le maintien de capacités d'accueil durant l'été. Les autorités refusent d'entrer en matière

À la veille du 1<sup>er</sup> Mai, un collectif de soutien aux sans-logis installait dans l'enceinte du Palais de Beaulieu un campement provisoire. Il était destiné à recevoir la bonne centaine de personnes rejetées à la rue à l'issue de la fermeture par la Ville de Lausanne de deux sites d'hébergement d'urgence prévus pour l'hiver : le Répit, organisé par la Fondation Mère Sofia, et un immeuble de l'Avenue de la Borde géré par la Ville de Lausanne avec le soutien du Canton. Très rapidement un déploiement important de forces de police a contraint les membres du collectif 43 m<sup>2</sup> à l'évacuation, sans proposition de la part de la Ville quant à un lieu de réinstallation.

Dans les jours suivants, des négociations ont été engagées aussi bien avec la Ville qu'avec le Canton. En jeu : l'ouverture de l'une des halles nord de Beaulieu selon le dispositif testé avec succès par la Fondation Mère Sofia pendant les deux hivers précédents. Refus municipal aussi bien que cantonal : « *il n'y a pas d'argent* » ! Résultat : installation dans le jardin de l'HETSL.

### Politique des riches

Cette réaction négative est d'autant plus surprenante que, ces deux derniers étés, plusieurs interventions au Conseil communal de la part des représentant·e·s d'Ensemble à Gauche et des Vert·e·s avaient eu pour

conséquence le maintien estival des structures d'accueil de nuit et de jour. Le souhait de la pérennisation du dispositif avait été clairement affirmé par plusieurs résolutions acceptées par une large majorité du Conseil.

Le refus communal et cantonal d'entrer en matière est surtout choquant quand il oppose à un accueil digne des personnes condamnées à la rue un *niet* d'ordre financier. Rappelons-le : non seulement le Canton s'est payé le luxe d'une version vaudoise de la RIE 3 et a imposé une baisse d'impôts dans les communes. Mais surtout il encourage l'achat d'appartements notamment par de très riches oligarques russes, soucieux d'échapper au (faible) contrôle exercé par les banques quant à leurs placements en Suisse. De là un parc immobilier surdéveloppé, à des prix spéculatifs, avec des appartements souvent vides.

### Indécente

De fait, l'argent est là, ne serait-ce que par le biais d'une imposition un peu plus équitable, et les possibilités de logement abondent. À l'égard des plus pauvres, les réponses de la Municipalité de Lausanne et du Conseil d'État sont tout simplement indécentes. Rappelons la formulation de l'article 33 de la Constitution vaudoise (du 14 avril 2003) : « *Toute personne dans le besoin a droit à un logement d'urgence approprié et aux moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine* ».

Claude Calame

# DE L'OUBLI À L'ESSENTIALISATION

Cet article est basé sur l'ouvrage *Inclusion – The Politics of Difference in Medical Research* de Steven Epstein. L'auteur y décrit extensivement l'adoption d'un nouveau paradigme en médecine et plus précisément dans les essais cliniques, l'une des multiples étapes du développement d'un nouveau traitement.

**A**ux États-Unis, les années 1990 ont vu émerger une large vague de critiques du système de santé et des essais cliniques. Les détracteur·ice·s dénoncent le fait qu'historiquement, les sujets de la recherche médicale n'ont été quasiment que des hommes blancs. Les femmes, les populations racisées, les enfants et pléthore d'autres minorités en étaient tout simplement exclues.

L'argument des partisan·e·s pour plus d'inclusivité est simple : il existe des différences immuables entre le corps d'une femme, d'un afro-américain, d'un enfant ou de tout autre minorité et celui de l'homme blanc moyen de 35 ans pesant 70 kilos. On ne peut donc pas extrapoler de manière convaincante les résultats de ces essais cliniques à l'entier de la population.

## Minorités : sous étudiées ou cobayes ?

Si les essais cliniques des dernières décennies du 20<sup>e</sup> siècle regroupaient surtout des hommes

blancs, ce n'était pas forcément le cas avant les années 1960. Les personnes dominées ont historiquement servi d'objets d'études pour les scientifiques. Ces corps opprimés et dévalorisés par le système hiérarchique social constituaient des modèles accessibles pour la recherche médicale.

On peut citer à cet égard l'étude de Tuskegee sur la syphilis. Cette expérience cherchait à observer les effets à long terme de la syphilis sur les afro-américain·e·s. Plusieurs centaines de malades furent observés de 1932 à 1972. Si l'étude paraît déjà fort peu éthique, elle prend une tournure cauchemardesque lorsqu'on rappelle le fait que la syphilis est très facilement soignable avec la pénicilline, un antibiotique largement accessible au grand public dès 1947. Cette expérience désastreuse a conduit à la mort de plus d'une centaine d'individus. On comprend bien ici que le recrutement de ces populations spécifiques ne répondait pas à une envie d'inclusivité...

## Entre universalisme et essentialisme

Le nouveau paradigme d'inclusion répond à une logique différente. Partant du constat de différences entre certaines populations, il semble logique d'étudier chacune séparément. On note effectivement que certains traits génétiques se retrouvent plus concentrés dans certaines catégories et que ces différences peuvent avoir, par exemple, des effets concrets sur la capacité à métaboliser un médicament. Ce qui influence ainsi son efficacité et le profil d'effets secondaires.

Néanmoins, si inclure la différence dans les essais cliniques peut sembler louable, il convient de mieux la définir. Les catégories citées jusqu'à maintenant, d'ethnie et de sexe, bien qu'apparaissant comme évidentes, sont loin de l'être en termes médicaux. Par exemple, l'ethnie peut varier durant la vie d'un individu. Une personne peut se voir attribuer une catégorie différente à sa nais-

sance, durant sa vie et à sa mort puisque le choix de placer tel individu dans tel groupe est structuré par le contexte socio-historique.

Un autre problème découle des statistiques. Le hasard a tendance à créer des résultats significatifs là où ils n'existent pas. Multiplier les tests statistiques en recoupant les individus par catégorie va exacerber cet effet et créer des différences plus statistiques que biologiques. En cherchant, on trouve. De même, cette catégorisation qui prétend mieux représenter les individus dans leur spécificité tend, ironiquement, à homogénéiser chaque groupe.

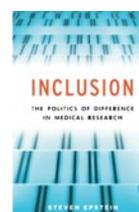
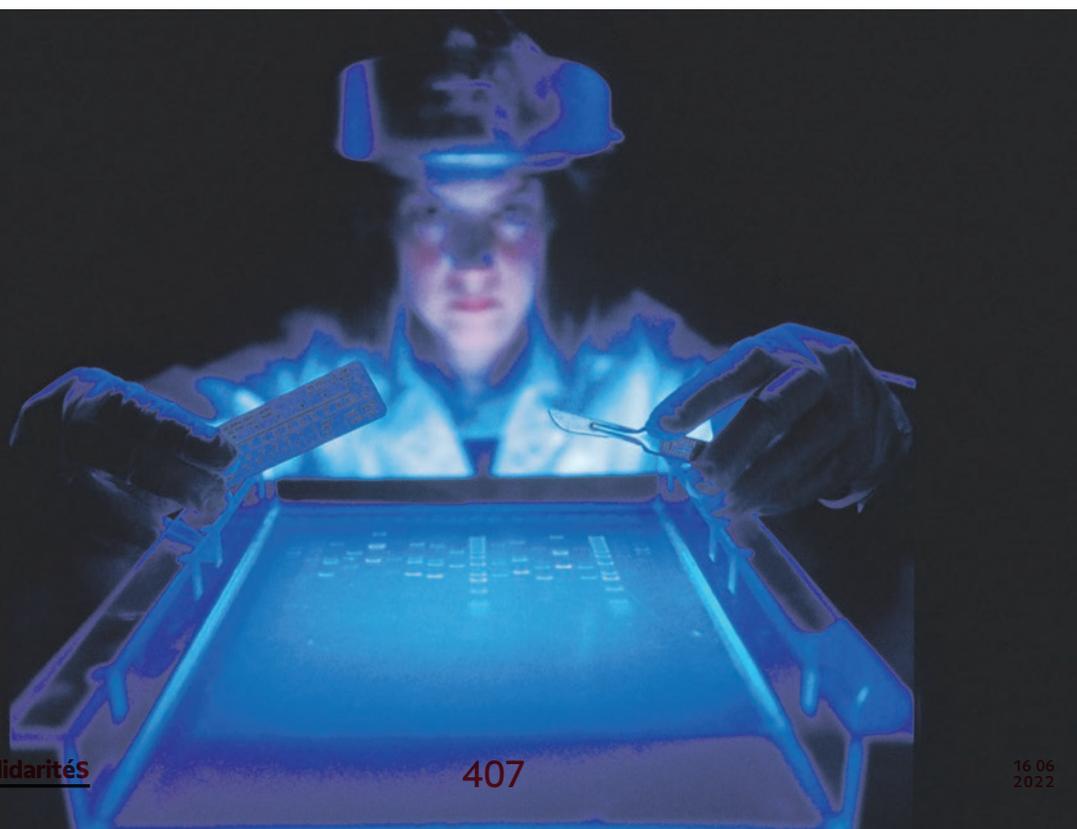
## Biologiser les déterminants sociaux de la santé

En érigeant des catégories de santé, l'approche de l'inclusion par groupe tend à biologiser toutes les différences observées, même si celles-ci n'ont aucune base biologique. Par exemple, le taux plus important d'hypertension chez les afro-américain·e·s comparé au reste de la population étasunienne pourrait être la conséquence de différences génétiques mais peut également être interprété comme le résultat de leur situation souvent précaire. La junk food et le stress causé par le racisme systémique pourraient contribuer plus fortement à une augmentation de la tension artérielle que certains traits génétiques.

Bien que ces exemples soient hypothétiques, ils illustrent bien comment les déterminants sociaux de la santé peuvent prédominer sur les déterminants biologiques.

Cette approche n'est pas fondamentalement erronée. Il convient d'entretenir un rapport critique à l'utilisation des catégories et des conditions socio-historiques de leur production. Comprendre les causes réelles de disparités et différences en santé nécessite une recherche approfondie de multiples facteurs. Résoudre ces problèmes ne peut se limiter à une simple attribution de profils médicaux à des catégories sociales.

Clément Bindschaedler ■



Steven Epstein,  
*Inclusion: The Politics of Difference in Medical Research* (en anglais), University of Chicago Press, 2007

# « LE FANTÔME STALINIEN NE S'EST PAS ÉVAPORÉ »

**Patrick Silberstein, animateur des éditions Syllepse, raconte la trajectoire des analyses de l'URSS et de la Russie, de la Nouvelle Politique Economique (connu sous l'acronyme de la NEP) à la guerre en Ukraine, à l'occasion de la réédition du *Staline* de Trotsky. La nouvelle édition du manuscrit est rétablie dans son entièreté avec plusieurs chapitres ajoutés.**

En parallèle de la biographie de *Staline*, tu publies également un court ouvrage, *La revanche du chien enragé*. Ton livre revient sur les débats sur la nature de l'URSS : État ouvrier dégénéré, capitalisme d'État... Peux-tu en rappeler les lignes de force et l'articulation chez Trotsky entre nature et défense de l'URSS ? D'abord rappeler quelques éléments sur ce qu'il était advenu de l'URSS et du système stalinien après la disparition de Trotsky : la guerre, la formation du « bloc soviétique », le 20<sup>e</sup> congrès du PCUS, la « déstalinisation/glaciation », les révolutions coloniales et les révolutions et révoltes à l'Est, etc. Ensuite, il me semblait nécessaire de revenir sur les débats sur « la nature de l'URSS » qui ont secoué le mouvement révolutionnaire. On trouve d'ailleurs un lointain écho aujourd'hui avec les positionnements « néocampistes », voire pro-Russie, à propos de l'attaque de l'Ukraine. Enfin, j'avais le sentiment depuis très longtemps que nous n'en avons pas fini avec la question bureaucratique, laquelle n'est pas, tant sans faut, limitée au stalinisme *stricto sensu*, ni évidemment à la Russie. Encore que la « question russe » est revenue sur le devant de la scène et qu'on ne peut séparer par un mur étanche l'URSS stalinienne d'hier de la Russie impérialiste d'aujourd'hui.

Pour répondre plus précisément à ta question, il faut avoir en mémoire que Trotsky, jusqu'à la fin de sa vie, est resté partisan de la « défense inconditionnelle » de l'URSS contre l'impérialisme.

L'URSS étant caractérisée comme un « État ouvrier bureaucratiquement dégénéré », lequel pouvait encore, selon lui, dans certaines circonstances, reprendre la marche vers le socialisme. À condition que les masses soient en état de se dégager de la gangue bureaucratique et « totalitaire » que faisaient peser sur la société soviétique les couches bureaucratiques issues de la révolution et installées sur la propriété étatique des moyens de production.

Il fallait donc « défendre » l'URSS contre toute agression impérialiste qui ne manquerait pas de rétablir le capitalisme. Toutefois, cette position de principe, critiquée par de nombreux courants révolutionnaires, ne signifiait en aucune façon pour Trotsky le moindre répit dans la bataille contre la bureaucratie stalinienne ni aucune condition formulée à l'adresse du Kremlin. D'où le terme, parfois mal compris, à mon sens, d'*inconditionnel*. En 1933, il écrivait ainsi : « La politique étrangère du Kremlin porte chaque jour de nouveaux coups au prolétariat mondial. Séparés des masses, les fonctionnaires diplomatiques, sous la direction de Staline, blessent au plus vif les sentiments révolutionnaires des travailleurs de tous les pays [...] La politique étrangère de la bureaucratie complète sa politique intérieure. Nous combattons également l'une et l'autre. Mais nous menons notre lutte du point de vue de la défense de l'État ouvrier. »

La question de la « défense » allait avec le temps perdre de son sens, même si elle a été maintenue dans leurs grimoires par de nombreux camarades. En effet, l'accession de l'URSS à l'arme atomique, la formation du glacis est-européen, les révolutions coloniales ou encore la répression des révolutions hongroises et tchécoslovaques montraient que la menace impérialiste était pour le moins relativisée sous sa forme classique. On peut même penser que la bureaucratie était elle-même un agent de l'équilibre inter-impérialiste...

Tu rappelles que les **oppositionnels de gauche des années 1920 craignaient d'abord la restauration du capitalisme privé dans la foulée de la NEP, alors que ce qui se jouait était l'ascension de la bureaucratie dans le cadre de l'économie étatisée. À quoi renvoie cette erreur : caractère inédit du phénomène ou surévaluation des effets des transformations de la propriété ?** C'était un phénomène d'une certaine manière inédit. Encore que la bureaucratie, notamment allemande, aurait pu fournir quelques éléments de compréhension. Mais l'ampleur et la forme criminelle prise par le phénomène en URSS étaient absolument stupéfiantes. Surtout qu'elle était couplée avec une certaine réussite industrielle et technologique et à un développement de l'influence du communisme (le terme est d'ail-

leurs inexact). Qui allaient en aveugler plus d'un.

Il est certain qu'une fois la bourgeoisie battue et le pouvoir aux mains des soviets – mais en réalité très vite aux mains du parti révolutionnaire unique – il pouvait sembler qu'il ne fallait craindre que la restauration féodalo-capitaliste, par l'intervention étrangère, puis capitaliste, par le biais de la NEP. Pourtant, comme le signale Moshe Lewin, à l'époque même de la NEP, le poids de la petite bourgeoisie commerçante et artisanale était numériquement insignifiant, alors que le nombre des fonctionnaires ne cessait de croître. Victor Serge rappelle d'ailleurs que le parti ouvrier, le parti bolchevik, était devenu un parti d'ouvriers devenus fonctionnaires.

Capitalisme ou socialisme. Il n'y avait pas de voie autre véritablement envisagée. C'était un chemin linéaire. C'était ou l'un ou l'autre. En fait, la montée d'une bureaucratie d'origine révolutionnaire avait été évoquée, en filigrane d'abord puis de plein fouet. Mais trop tard et sans doute pas de manière adéquate. La montée d'une bureaucratie issue des rangs mêmes du parti et de l'État soviétique n'a donc été que tardivement pensée. Pour beaucoup des révolutionnaires du temps, la propriété d'État était la garantie suprême, alors même que les conditions sociales et politiques de l'URSS avaient déchainé des forces contre-révolutionnaires vivant des prébendes de l'économie étatisée et s'attachant à exproprier le pouvoir populaire. Pourtant, tous les signaux clignotaient... Mais les masses étaient épuisées et de plus en plus passives, car écartées de fait de tout pouvoir, y compris dans une économie certes étatisée mais administrée par une bureaucratie ayant de plus en plus tendance à s'autonomiser.

Après la guerre, la défense de l'URSS n'empêche pas la plupart des organisations trotskistes de soutenir les révoltes ouvrières dans les pays satellites de l'URSS. Ensuite, les discussions sur la nature de l'URSS s'éteignent progressivement. Est-ce seulement un signe de faiblesse théorique ? En 1940, Trotsky écrivait que la guerre mondiale et la révolution qui en sortirait décideraient du sort de l'URSS, « dans un sens ou dans l'autre ». « Vers le socialisme ou retour au capitalisme ». Il n'en n'a rien été, on le sait. Ni dans un sens ni dans l'autre. Il faudra encore un demi-siècle pour que, le grippage du système aidant – malgré les sputniks et les chars – les couches



Funérailles de Joseph Staline, 9 mars 1953

les plus hardies de la bureaucratie finissent de ronger de l'intérieur la propriété étatique et passent du statut de « propriétaire de fait » à celui de « propriétaire de droit ». Ce qui, je le dis au passage, donne naissance à une bourgeoisie très particulière. On en prend conscience aujourd'hui.

Pour revenir aux révolutionnaires de ces années tragiques, ils ont dû se débrouiller avec ce qu'ils avaient comme bagage théorique. Sous hégémonie stalinienne de surcroît. C'est certes facile de dire, après coup, nous qui avons vu le film jusqu'au bout, qu'ils se sont trompés et qu'ils étaient en retard sur l'évolution de la société « soviétique », etc. Leur engagement en faveur des révoltes et révolutions dans les pays satellites n'est pas en cause, évidemment. Toutefois, il faut dire aussi que les signaux d'alerte sur le *gap* théorique n'ont pas manqué – dès le début des années 1930, sans oublier les critiques de Rosa Luxemburg ou des libertaires.

Mais pour diverses raisons, qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici, les nombreux lanceurs-euses d'alerte n'ont pas été entendus-e-s. Non pas que leur analyse était « plus juste » ou « moins juste » que celle des « orthodoxes », mais ils avaient le mérite d'attirer l'attention sur les faiblesses de l'analyse classique. On paie encore le prix aujourd'hui qu'ils-elles n'aient pas été écoutés-e-s ou qu'ils-elles n'aient pas su se faire écouter, j'en suis persuadé.

**Tu signales, dès ton introduction, que ces discussions ont encore une fonctionnalité pour les jeunes générations révolutionnaires. Peux-tu préciser ta pensée ? Ernest Mandel a écrit en 1965–1967 dans un texte reproduit en brochure (*De la bureaucratie*) : « Nous ne possédons pas de conception théorique préétablie de ce que peut être la société de transition du capitalisme au socialisme. » Et il ajoutait : « s'il est difficile de définir d'une façon précise ce qu'est**

**une société socialiste, nous savons par contre parfaitement ce qu'elle n'est pas. » À ton avis, en sommes-nous toujours au même point ? Au même point ? Non. C'est évidemment différent. Les conditions sociales, économiques, culturelles sont absolument plus favorables qu'elles ne l'ont jamais été. Les expériences démocratiques et autogestionnaires, petites et grandes, et les forces productives si développées, malgré les risques environnementaux, amènent à penser que les prochaines révolutions, notamment dans les pays capitalistes centraux, se dégageront, en marchant, des pesanteurs bureaucratiques qui menacent toujours. D'où l'indispensable nécessité de construire un programme et un projet et de mettre en œuvre des pratiques politiques démocratiques, autogestionnaires, d'autodétermination, pluralistes, etc.**

Malheureusement, si on regarde autour de nous, la situation politique est si détériorée et les

mouvements sociaux radicaux et démocratiques pour le moins sur la défensive, on constate que dans la politique concrète, les pratiques bureaucratiques, substitutistes, étatistes, etc. sont toujours prégnantes et pesantes.

Entretien publié par l'Anticapitaliste et adapté par la Rédaction



Léon Trotsky, *Staline*, Syllepse, 2021, 1008 pages



Patrick Silberstein, *La revanche du chien enragé. Réflexions sur le stalinisme à partir de la biographie de Staline par Léon Trotsky*, Syllepse, 2021, 220 pages

# L'ÉNERGIE DU DÉSESPOIR

Alors que bon nombre de commentaires autorisés œuvrent à bâtir un nouveau consensus autour des centrales atomiques, il convient de montrer en quoi la revendication antinucléaire s'inscrit pleinement dans l'idéal écosocialiste.

C'est un sentiment sans doute identique à celui du protagoniste du classique hollywoodien *Un jour sans fin* (1993) qui paraît devoir s'emparer la population helvétiques attentive aux débats politiques ayant trait au problème de l'énergie nucléaire. Tout laissait pourtant à penser que ce chapitre des réflexions sur le système énergétique suisse était définitivement clos. En effet, à la suite l'accident de Fukushima Daiichi en 2011, le Conseil fédéral avait annoncé sa volonté de se départir pleinement de tout recours au nucléaire à l'horizon 2034.

## Tant qu'elles sont sûres...

Dans cette optique, une révision complète de la Loi sur l'énergie avait été approuvée, tout d'abord par le Parlement, puis par référendum – en dépit de l'opposition de l'Union démocratique du centre (UDC) – en

2017. Inscrite dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050, la Loi contenait notamment l'interdiction de la construction de nouvelles centrales. Toutefois, les dispositions entourant la mise à l'arrêt des activités des centrales actuellement en fonctionnement sont des plus floues – les documents officiels se bornant à indiquer que l'exploitation des installations se poursuivront « tant qu'[e] [celles-ci] sont sûres » (Fiche d'information « Sortie du nucléaire », 20 mars 2017).

Or, cette close comporte une dimension discrétionnaire. Comme récemment mentionné dans ces colonnes, la durée de viabilité des centrales nucléaires est sans cesse réévaluée à la hausse (« Augmenter aussi l'âge de la retraite des centrales atomiques ? », *solidarités* n° 405). Ainsi donc, les critères décidant de la suspension des activités d'une centrale dépendent tout

autant de paramètres strictement techniques que du rapport de force politique. De ce fait, il incombe au camp social et écologique de bien prendre conscience de la nature des ambitions atomiques qu'une fraction des classes dominantes laisse de plus en plus explicitement disparaître.

Considérons à ce titre comme un symptôme significatif l'adoption par le Parti libéral-radical en février 2022 d'un texte favorable à l'instauration des « conditions permettant d'autoriser notamment les centrales nucléaires de nouvelle génération », pour autant que « le besoin [soit] prouvé, la sécurité assurée en tout temps et les déchets [puissent] être éliminés ».

## L'énergie comme rapport conflictuel de classe

L'affirmation d'une inéluctable augmentation de la demande en

énergie sert de clé de voûte à l'argumentaire pro-nucléaire et procède de l'idéologie capitaliste. C'est que seul l'impératif de croissance infinie, idiosyncratique à la civilisation du capital, requiert une circulation à rythme soutenu d'un volume de marchandises surabondant, ce indépendamment de leur utilité sociale effective.

Une opération dont les lois de la physique commandent qu'elle s'accompagne de flux d'énergie en continue augmentation. Dès lors que le recours aux sources fossiles est compromis pour des raisons climatiques, il est évident que la bourgeoisie et ses intellectuel·le·s organiques voient dans les potentialités offertes par l'énergie nucléaire un substitut tout désigné. Et tant pis pour les risques immenses qu'une telle fuite en avant technoscientifique suppose : *fiat energia, pereat mundus* (que l'énergie triomphe, que le monde périsse) !

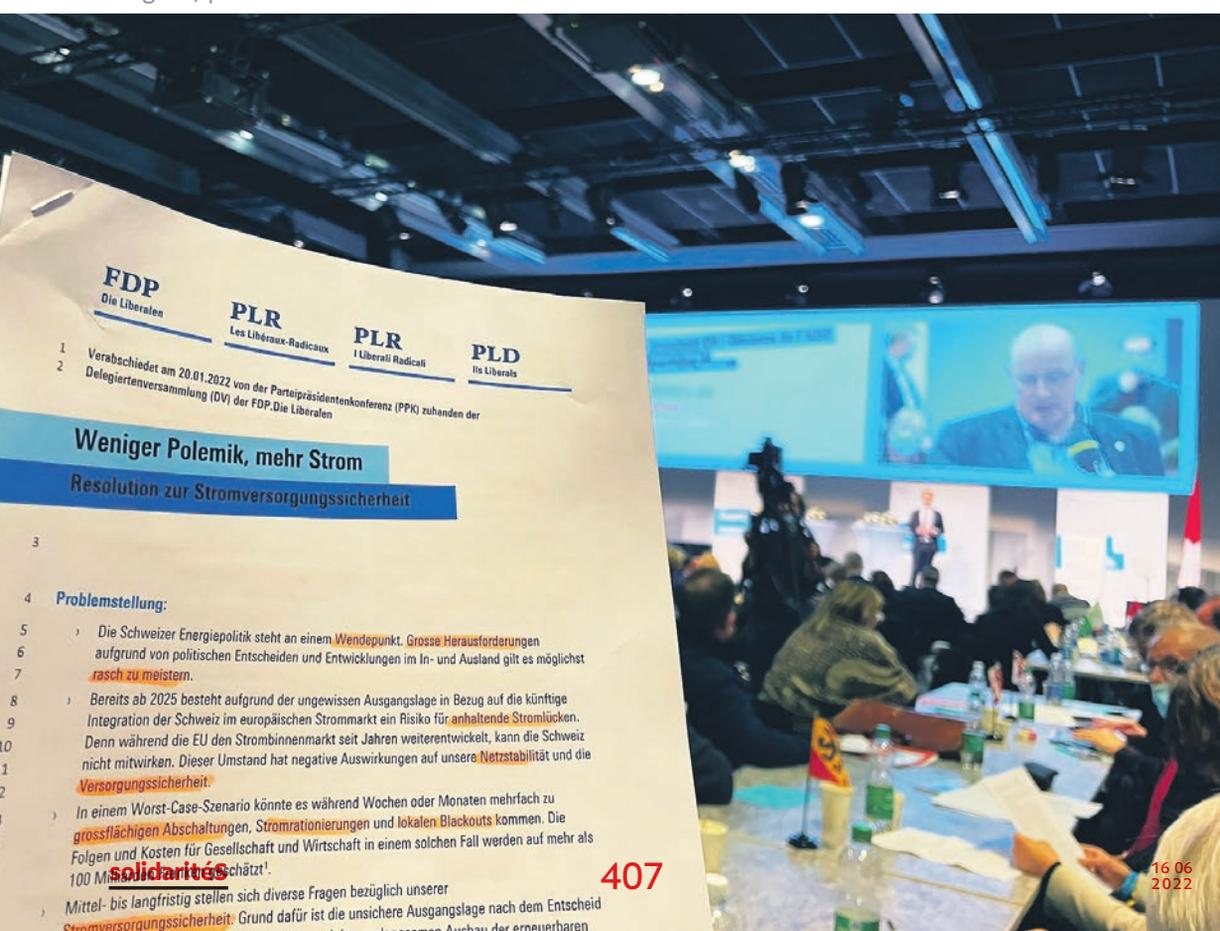
Tout au contraire, une structuration non capitaliste de la société ne réclame pas en toute hypothèse des niveaux de consommation énergétique équivalents à ceux qu'exige le capitalisme. Un travail de prospective a ainsi abouti à la publication en 2021 du « Scénario de transition énergétique 2050 » de négaWatt Suisse, qui montre la parfaite faisabilité, du pur point de vue physique, d'un système énergétique suisse exclusivement fondé sur les énergies renouvelables (ni hydrocarbures fossiles, ni nucléaire).

Une telle bifurcation suppose néanmoins, en sus de gains d'efficacité énergétique, la mise en place des conditions sociales et politiques d'une sobriété volontaire eu égard à la consommation et la production d'énergie. Si celle-ci n'est a priori pas incompatible avec une organisation de la société qui se fonderait sur l'objectif de satisfaction des besoins sociaux et matériels des humains, elle l'est manifestement avec l'accumulation capitaliste.

En somme, l'obsession renouvelée de tout un pan de la bourgeoisie pour le nucléaire ne trahit que trop bien sa détermination à perpétuer un système socio-économique inique. Le refus intransigeant du nucléaire apparaît alors comme l'un des multiples fronts de la lutte anticapitaliste. C'est l'un des prérequis de la construction de ce monde de justice et d'harmonie des humain·e·s entre elleux et envers leurs écosystèmes auquel aspire un socialisme authentiquement écologiste et démocratique.

Guillaume Dreyer

L'assemblée des délégué·e·s du PLR a accepté une résolution pro-nucléaire intitulée « Moins de slogans, plus de courant » le 12 février 2022.





Rassemblement pour exiger la variante «oui, c'est oui» de la définition du consentement lors du débat au Conseil national, Berne, 31 mai 2022

**Féminisme** **National** RÉVISION DE LA LOI SUR LE VIOL

# L'ÉTAT ET LE CONSENTEMENT

Depuis une année, nous sommes confronté·e·x·s à une médiatisation nouvelle de la question du viol en Suisse. En 2021, deux révisions du Code pénal sont proposées par la Commission des affaires juridiques du Conseil des États. Le projet comporte la création d'une nouvelle infraction, l'atteinte à la liberté sexuelle, ainsi que l'extension de la définition du viol à tous les actes sexuels forcés. Néanmoins, l'absence de la notion de consentement a fait débat.

L'élargissement de la définition du viol en Suisse – jusqu'à aujourd'hui limitée à la pénétration péno-vaginale d'un homme cisgenre sur une femme cisgenre – n'a pas fait débat auprès des sénateurs·trices. La personne victime devait en outre démontrer qu'elle avait tenté de résister à la contrainte, une condition également abandonnée par le projet de réforme. En revanche, l'introduction de la notion de consentement, défendue par Amnesty, le PS ou un groupe issu du mouvement de la Grève féministe, suscite plus de controverse.

Si la notion de consentement est liée à celle d'autodétermination,

elle ne permet pas de résoudre la complexité des rapports sociaux de sexe et encore moins dans le cadre de violences. Il y a à cela deux raisons principales : la première concerne l'application de la notion et la deuxième est propre aux rapports de domination.

## Une notion aux contours indéterminés

En termes d'application, la notion de consentement se confronte à de nombreuses barrières. En effet, alors qu'actuellement il faut prouver qu'il y a eu contrainte pour démontrer le viol, il faudra dès lors prouver l'absence de consentement. La charge de la preuve, en

outre difficile à apporter, repose continuellement sur la personne victime. Nombreuses sont les personnes victimes à avoir vu le tribunal rejeter leur jugement ou recours pour manque de preuves.

## Consentir n'est pas désirer

Dans une société patriarcale où les rapports sociaux de sexe sont marqués par une hiérarchie et des oppressions, consentir à une relation intime est parfois intégré à une relation de dépendance qui peut être, par exemple, économique ou affective. Les luttes de la libération et de l'autodétermination sexuelles sont essentielles mais ne signifient pas

que la sexualité puisse être vécue sans oppressions. L'égalité de fait au sein des relations, surtout intimes, n'existe pas. Penser l'introduction du consentement à partir de ce principe d'égalité contribue à invisibiliser le fait que les violences existent souvent de manière tacite et normalisée et ne sont pas uniquement une manifestation individuelle.

## Durcir le régime répressif?

Nombreuses sont les théoricien·ne·x·s féministes ayant démontré le renforcement des logiques sécuritaires, racistes et discriminantes généré par la délégitimation de la justice à l'État et à sa police. Leur analyse repose sur le caractère conservateur, cishétérosexiste, et raciste du droit, qui participe à contrôler et punir les populations précaires et marginalisées.

En ce qui concerne les violences, le déroulement et la temporalité du processus légal participe souvent à réactiver un traumatisme, ou à le prolonger dans le temps. À cela s'ajoute un résultat peu probant pour les victimes/survivant·e·x·s. Alors que le système pénal actuel n'a pour but que la punition des coupables, au détriment des besoins et du bien-être des victimes/survivant·e·x·s, d'autres types de justice (restaurative ou transformative) représentent des pistes de réflexion pour penser la lutte contre les violences au bénéfice de la victime.

Si la révision en cours est une première étape pour repenser le viol hors de la seule sexualité cishétérosexuelle, la notion de consentement devrait, elle, être intégrée dans une perspective éducative et de responsabilité collective. En attendant, les pratiques d'autodéfense féministe ont développé diverses manières de riposter et soutenir les personnes lésées sans faire recours à l'État, permettant ainsi d'entamer un bout de chemin pour une justice sociale.

Le chemin paraît donc encore long, mais la collectivisation du savoir sur le caractère structurel et systémique des violences ainsi que le développement toujours plus massif des réseaux de solidarités, encourage à croire en une amélioration, à long terme, des conditions de vie et d'émancipation des femmes et de toutes les personnes en situation de violence. La visibilité (certes timide mais néanmoins existante) de ces questions par le monde politique va dans ce sens.

Léo Consentant



Recep Tayyip Erdogan assiste à des exercices militaires destinés à intimider la Grèce, Izmir, 9 juin 2022

International **Turquie**

# MENACES D'INVASION ET FUITE EN AVANT NATIONALISTE

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le gouvernement d'Ankara a multiplié les actions sur la scène politique étrangère et les menaces contre le nord-est de la Syrie. Une tentative de masquer les problèmes intérieurs et gagner en popularité à une année d'élections cruciales en Turquie.

Dans le cadre de l'invasion russe, la Turquie cherche à tirer profit de sa position de médiateur de premier plan. Elle arrive à ne pas s'aliéner Moscou, tout en fournissant des drones à Kiev. Elle souhaite réparer ses relations avec ses alliés occidentaux, en premier lieu desquels Washington, tout en faisant monter les enchères sur plusieurs dossiers de politiques étrangères.

Ankara a notamment attisé les tensions avec la Grèce en mer Égée

et multiplié les objections à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, sous le prétexte d'héberger des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et leurs alliés, considérés comme des « terroristes » par la Turquie.

Depuis la fin mai 2022, le gouvernement d'Ankara menace surtout de lancer une nouvelle opération militaire dans le nord de la Syrie. Erdogan a déclaré dans l'optique de cette nouvelle offensive militaire qu'« il faut finir ce qui a été

commencé ». À savoir prolonger la « zone de sécurité » large de trente kilomètres conquise par l'armée turque et ses supplétifs syriens au fil des précédentes interventions (2016, 2018, 2019). Une offensive militaire est déjà en cours depuis mi-avril dans le nord de l'Irak pour les mêmes raisons.

## Objectif: les élections 2023

Dans ce contexte, les relents nationalistes d'Ankara et la menace d'une nouvelle opération militaire en Syrie lui permet de se positionner en leader rassembleur et de raviver le sentiment nationaliste de l'électorat. Une carte déjà brandie par le passé, notamment lors des incursions précédentes menées dans le nord de la Syrie.

Redoublant d'efforts pour renforcer sa base de droite nationaliste et conservatrice, Erdogan a par exemple banni le mois dernier une dizaine de concerts de chanteurs kurdes prévus dans le pays. L'opposition à la cause kurde est généralement partagée par les autres principaux partis turcs. En février dernier, six partis politiques d'opposition, parmi lesquels le Parti républicain du peuple (CHP), ont constitué une alliance électorale en vue du prochain scrutin. Ils ont décidé d'exclure le Parti démocratique des peuples (HDP), troisième formation du pays et largement soutenue par la population kurde.

Dans le même cadre, Erdogan a consolidé son tournant amorcé en

2019 dans sa politique d'accueil des réfugié·e·s. Dans un message vidéo diffusé début mai devant plusieurs centaines de réfugié·e·s retourné·e·s dans le nord-ouest syrien, il a indiqué qu'il préparait le rapatriement « volontaire » d'un million d'entre eux·elles dans leur pays. Les près de 4 millions de réfugié·e·s syrien·ne·s en Turquie ont été de plus en plus la cible d'attaques de la quasi-totalité des partis politiques, y compris parmi les électeurs de l'AKP et de son allié fascisant, le Parti d'action nationaliste (MHP). Le HDP est quant à lui accusé d'être responsable de la crise économique et des profiteurs.

## Nier la crise économique et éliminer ces adversaires

Le gouvernement turc est en effet en proie à une grogne populaire croissante. Il est accusé d'avoir vidé les caisses de la banque centrale à cause de politiques monétaires infructueuses et d'avoir plongé le pays dans une crise économique sans fin, aggravée par la pandémie du coronavirus et, plus récemment, par l'invasion de l'Ukraine. En mai dernier, le taux d'inflation annoncé par l'agence nationale des statistiques était estimé à 73,5 %, bien qu'un groupe d'économistes ait fait valoir qu'il se situerait en réalité au-dessus des 160 %.

Erdogan, au pouvoir depuis 2003, cherche à regagner en popularité en vue des élections présidentielle et législatives prévues en juin 2023. Et pour cause, son Parti de la justice et du développement (AKP) a glissé pour la première fois sous la barre des 30 % des intentions de vote au mois de mai, contre 34,1 % à la même période il y a un an). Le président turc est lui-même concurrencé par trois figures d'opposition encartées au CHP, principale formation d'opposition. Selon de multiples enquêtes d'opinion menées au cours des derniers mois, ils l'emporteraient tous sur Erdogan à la présidentielle si l'élection avait lieu maintenant.

En même temps, il n'hésite pas à faire usage de moyens autoritaires pour éliminer ses adversaires en intentant des procès à ses opposants afin de les mettre sur la touche. Cette stratégie a commencé avec l'incarcération en 2016 de Selahattin Demirtas, ex-coprésident du HDP, candidat contre Erdogan en 2014 et en 2018 depuis sa prison.

Solidarité avec les démocrates et progressistes en Turquie face à l'autoritarisme toujours continu du gouvernement d'Erdogan !

Joe Daher



Elliot Stoller

Manifestation en soutien aux travailleuses d'Amazon, Seattle, 24 avril 2022

International Monde du travail État-Unis

# DES TRAVAILLEUSES S'ORGANISENT FACE AU POUVOIR DU CAPITAL

Aux États-Unis, les travailleuses commencent à organiser ce qui pourrait, dans les prochaines années, devenir un nouveau mouvement syndical.

Les baristas de 100 cafés Starbucks se sont syndiqué·e·s; quelque 8000 magasiniers·ères d'Amazon à New York ont voté en faveur de la création du premier syndicat de la multinationale dans le pays; les travailleuses d'Activision Blizzard, une société de jeux vidéo du Wisconsin, ont également voté en faveur de la syndicalisation, bien qu'elles ne soient que 28; les vendeuses de certains des 272 Apple Stores s'organisent. Ces mouvements reflètent un changement d'attitude des Étatsunien·ne·s à l'égard des syndicats. 59 % des salarié·e·s se disent aujourd'hui favorables à la syndicalisation de leur lieu de travail, alors qu'elles n'étaient qu'un tiers en 1970.

Aux États-Unis, le taux de syndicalisation est pathétiquement bas et les grèves sont rares. Seulement 10 % des travailleuses sont syndiqué·e·s – 6 % dans le secteur privé – le taux le plus bas depuis

les années 1920. En 2021, il y a eu 16 grèves majeures impliquant 1000 travailleuses ou plus, soit un total de 80 700 grévistes, alors qu'en 1970, année record, il y a eu 34 arrêts majeurs impliquant 1,7 million de grévistes. Les syndicats sont dirigés par une bureaucratie qui a choisi une politique de partenariat avec le patronat. Elle constitue une caste bénéficiant de salaires et de conditions de retraite déconnectées de celles des travailleuses ordinaires.

Malgré tout cela, nous assistons à une petite mais significative embellie, inédite depuis des décennies. Prenez Starbucks, par exemple. La campagne actuelle de syndicalisation a commencé il y a à peu près un an, au printemps 2021. En décembre de la même année, un café de Buffalo, dans l'État de New York, a été le premier à se doter d'un syndicat. Depuis, 100 cafés Starbucks – la plupart comptant entre

10 et 20 employé·e·s – ont voté en faveur de l'implantation du syndicat Workers United et seulement 14 ont voté contre. Environ 120 autres cafés sont en train d'organiser des élections. Bien que le nombre total de travailleuses soit faible, cela représente un changement important, en particulier dans le secteur de la restauration où seulement 1,2 % des employé·e·s sont syndiqué·e·s.

## Combat idéologique et pratiques déloyales

Les progrès seront néanmoins difficiles. Pourquoi ? Le premier obstacle à la syndicalisation est idéologique. La culture étatsunienne met l'accent sur l'individualisme, le « chacun pour soi » : votre situation économique est votre problème, pas celui du patronat ou du gouvernement. Cette idéologie dominante est évidemment hostile à la solidarité et donc à la syndicalisation. En outre,

le racisme, qui se manifeste notamment dans l'idée que les États-Unis sont un pays chrétien blanc et anglophone, joue sur les peurs et les ressentiments des travailleuses blanches à l'égard des travailleuses noires, latines et immigrées pour rendre la solidarité plus difficile.

Le second obstacle est très concret : l'opposition farouche de la plupart des grandes entreprises. Celles-ci engagent des avocat·e·s très puissant·e·s pour combattre le syndicat par tous les moyens; elles emploient souvent des agences de détectives pour espionner le syndicat et ses membres; elles organisent fréquemment des assemblées où elles mettent en garde contre le gangstérisme, la corruption, la violence des syndicats et les exigences déraisonnables qui finiront par nuire à l'entreprise ou la forcer à cesser ses activités, bref par tuer la poule aux œufs d'or.

Pour reprendre l'exemple de Starbucks : face à la montée en puissance de Workers United, la multinationale exerce des représailles. Au cours des derniers mois, vingt employé·e·s engagé·e·s dans des activités syndicales ont été licencié·e·s – officiellement pour un autre motif, bien sûr. Starbucks a récemment annoncé la fermeture d'une de ses succursales où les travailleuses avaient fait grève. Workers United recense plus de 175 cas de pratiques de travail illégales de la part de la société et a déposé plainte auprès du National Labor Relations Board.

## Vers un mouvement national

Les mouvements chez Amazon et Starbucks ont montré que l'organisation de travailleuses à la base peut surmonter l'individualisme, le racisme, les mensonges et l'intimidation des entreprises et mener à la victoire. Ils ont également montré que les élections pour une représentation syndicale doivent s'accompagner de manifestations, de débrayages et de grèves.

100 cafés Starbucks comptent un syndicat, mais il y en a 15 400 dans le pays. Le mouvement doit s'intensifier. Nous devons transformer les campagnes locales en campagnes régionales et nationales et il faudra probablement des grèves régionales ou même nationales – comme cela s'est produit dans d'autres industries telles que l'automobile et l'acier, les transports et dans les services publics – afin que les employé·e·s de Starbucks, d'Amazon et de centaines d'autres entreprises puissent bénéficier d'un syndicat.

Dan La Botz

# DÉBATS ET DÉFIS POUR LA GAUCHE FACE À L'INVASION DE L'UKRAINE

L'invasion impérialiste par l'État russe continue de mobiliser la solidarité avec la population ukrainienne à travers l'Europe. Au sein des divers courants de gauche, un débat continue cependant sur les approches et les actions à entreprendre dans le cadre de cette solidarité. Cet entretien avec Miguel Urbán, député européen d'Anticapitalistas et membre du groupe parlementaire de la Gauche européenne, contribue au débat.

L'invasion russe de l'Ukraine suscite de nombreux débats, y compris à gauche. Quelles sont les conséquences à moyen terme ? Il est important de caractériser un conflit qui se déroule à plusieurs niveaux et d'éviter les simplifications. Il s'agit avant tout d'une agression impérialiste de Poutine contre l'Ukraine. Mais elle se déroule sur fond de guerre civile au sein du pays depuis 2014. À son tour, l'invasion est utilisée par d'autres acteurs pour approfondir un affrontement interimpérialiste qui fait de l'Ukraine le théâtre d'une guerre par procuration. Il s'agit de trois types de conflits différents qui se complètent à certains égards, mais qui exigent des niveaux d'analyse et des réponses différentes de la part de la gauche.

En Ukraine, il y a un affrontement entre puissances, une lutte de libération nationale et une guerre interne. Et je pense qu'une

grande partie de nos discussions provient précisément d'un problème de « caractérisation d'exclusion », comme s'il fallait choisir entre ces dimensions.

Une guerre est aussi un tournant conservateur de l'échiquier politique. Face à l'urgence, les priorités sont réalignées. Face à l'envahisseur, les alliances se modifient. L'environnement de la guerre est propice aux tournants nationalistes et réactionnaires, ainsi qu'aux extrémismes autoritaires de tous bords. L'« ennemi extérieur » estompe les antagonismes internes et favorise la cohésion nationale. Cela se produit également dans l'UE, qui apparaît soudainement comme un « nous » menacé, cohérent et uni contre la figure de Poutine. Un climat maccarthyste se développe à Bruxelles, qui censure et pénalise toute prise de position critique sur le rôle de l'Europe dans l'escalade de la guerre.

S'agissant précisément de l'Europe, comment la guerre en Ukraine s'inscrit-elle dans le moment politique et économique de l'UE de « reprise post-pandémique » ?

Dans le capitalisme, les guerres ont toujours fonctionné comme des moments d'accélération et de réorganisation. Des dynamiques qui se sont développées pendant des années émergent et se consolident. Le système capitaliste, et en particulier l'UE en tant que grand laboratoire néolibéral, s'est construit sur des crises. Et les élites profitent d'événements exceptionnels tels qu'une guerre, une pandémie ou une urgence climatique pour appliquer une doctrine du choc permanent.

Nous avons récemment voté au Parlement européen une résolution sur les sanctions contre les oligarques russes. Les principaux groupes parlementaires ont notamment demandé à l'UE

de promouvoir de nouveaux accords commerciaux avec les pays du Sud afin de garantir l'approvisionnement en matières premières qui ne proviennent plus d'Ukraine ou de Russie. C'est une utilisation purement intéressée de l'exceptionnalité de la guerre pour approfondir la normalité capitaliste.

Nous voyons le gaz ou l'énergie nucléaire être transformés en « sources d'énergie verte », en contournant les prétendus engagements climatiques de l'UE. Ou encore la proposition d'une armée européenne qui, comme l'a reconnu Ursula Von der Leyen elle-même, « a fait plus de progrès en deux semaines qu'en dix ans » à la suite de l'invasion russe. Sans parler de l'augmentation historique des dépenses militaires dans l'UE ou de l'adhésion de la Suède ou de la Finlande à l'OTAN. Plus la guerre en Ukraine durera, plus l'atmosphère militariste, réactionnaire et ultranationaliste et ce cadre pour de nouvelles doctrines de choc dureront.

Que peut faire la gauche dans ce contexte ? Tout d'abord, contester ce cadre exceptionnel. Plutôt que de critiquer l'hypocrisie d'une Europe forteresse qui accueille soudainement sans limite celle et ceux qui fuient la guerre en Ukraine, nous devrions exiger que ce soit désormais le critère général de la politique migratoire européenne. Nous sortirions de cette guerre avec une « nouvelle normalité ». Le moment est venu de le façonner. Il ne suffit pas de la critiquer et de panser ses plaies. Nous devons mener la bataille. S'incliner devant la remilitarisation de l'UE et l'avancée de l'OTAN, c'est accepter un cadre très dangereux à moyen terme.

En ce qui concerne l'Ukraine, il existe des mesures concrètes. Les forces allant des anticapitalistes à la gauche du Parlement européen demandent à l'UE d'annuler la dette extérieure de l'Ukraine afin que l'argent qui sert actuellement à payer les intérêts puisse être utilisé pour la reconstruction. Et nous avons proposé d'ouvrir les registres des paradis fiscaux européens pour identifier les fonds qui y sont cachés par les oligarques russes afin qu'ils puissent être expropriés et utilisés pour l'aide humanitaire à l'Ukraine. Les deux propositions ont été rejetées par les socialistes, les libéraux et l'aile droite du Parlement. Nous continuerons à insister. Les deux pourraient également être poussées depuis la Suisse.

Propos recueillis par Juan Tortosa

Mario Draghi, Jens Stoltenberg (secrétaire général de l'OTAN), Boris Johnson, Charles Michel, Olaf Schulz, Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen et Justin Trudeau en aparté lors du Sommet OTAN-G7, Bruxelles, 24 mars 2022.



# UN PODCAST POUR LA CULTURE QUEER

Depuis deux ans déjà, deux de nos camarades se sont attelé-e-x à décrypter l'offre culturelle queer (ou non) issue de la culture mainstream. Avec une approche matérialiste et révolutionnaire, Maimouna et Seb superposent les concepts issus de tradition marxiste à tous types de contenu culturel (ancien ou récent). Entretien.

## Qu'est-ce que Combat de Reines ?

Notre podcast a pour but d'apporter du matérialisme dans une analyse culturelle de produits culturels queer ou adjacents. Quand on aime la culture populaire mais qu'on est des gauchistes radicaux on se retrouve dans une forte ambivalence. L'idée c'est de voir ce qui pourrait être disruptif dans la culture mainstream, ce qui pourrait porter un discours émancipateur. Nous voulons aussi tirer des idées et des représentations au service de nos communautés queer, tout en s'appuyant sur certains termes marxistes (rapport de force, exploitation par le travail etc).

**Dans l'ère du rainbow-washing comment on définit une culture queer ?** Nous arrivons de plus en plus à la conclusion que la culture mainstream (de la manière de laquelle elle est diffusée et les objectifs qu'elle porte) ne peut pas être fondamentalement queer ni porter des revendications révolutionnaires. Par contre on peut

trouver des pépites qui permettent de nourrir des volontés d'émancipation.

## À qui s'adresse votre podcast ?

Honnêtement à toutes les personnes un peu progressistes qui consomment de la culture mains-

stream. Puis à toutes celles que ça intéresse. On travaille justement à comment rendre le podcast plus accessible à des personnes moins formées, sur les questions matérialistes par exemple. Ce podcast s'adresse à qui veut bien l'écouter.

**Que tirez-vous de ces deux années de podcast ?** Ce podcast a fonctionné jusqu'à maintenant avec cette tension dans le fait de trouver des potentiels émancipateurs dans des produits qui ne le sont fondamentalement pas, tout en restant accessible. Notre objectif est de continuer à faire ça et travailler sur la question « comment la culture peut créer une culture de classe et donc de masse ? » En effet notre podcast nous a aussi amené à l'idée que la représentation c'est bien mais ce n'est pas la redistribution et qu'il y a plein de choses à faire autour de ça.

Propos recueillis par Clara Almeida Lozar

Le podcast est diffusé sur Radio 40 les dimanches à 15h, puis est disponible sur plusieurs plateformes de streaming



Dans l'épisode du 12 juin, Séb et Maimouna analysent le documentaire culte *Paris is Burning*

# DU POUVOIR ET DU PROFIT

Professeur à la section d'histoire de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne (UNIL) et militant de solidaritéS, Sébastien Guex a pris sa retraite en 2021. À cette occasion, ses proches collègues de l'UNIL ont publié aux Editions Antipodes (Lausanne) un ouvrage contenant une vingtaine de textes, ainsi que la bibliographie exhaustive des publications de Sébastien Guex.

**E**n préambule, Sandra Bott et Malik Mazbouri ont mené, de janvier à mars 2021, un long entretien avec Sébastien Guex. Cet entretien permet de découvrir sa personnalité, son engagement militant (d'un demi-siècle !) et son parcours professionnel, non exempt de vicissitudes dues au poids des adeptes du « capitalisme réellement existant » au sein du monde universitaire.

L'ouvrage, des plus instructifs, englobe cinq thématiques :  
→ la fiscalité, les finances publiques et la politique monétaire;

→ la question du secret bancaire et celle de la place financière;  
→ l'impérialisme suisse;  
→ l'histoire sociale et politique;  
→ les recherches sur l'historiographie internationale.

Dans *L'argent de l'État. Parcours des finances publiques au XX<sup>e</sup> siècle* (Lausanne, Éditions Réalités sociales, 1998) – épuisé en librairie, mais disponible en ligne – Sébastien Guex avait déjà analysé la politique financière de l'État suisse, ciblant notamment la « politique

des caisses vides », vecteur des politiques austéritaires par la baisse orchestrée de la fiscalité. L'ensemble des contributions rassemblées dans *Du pouvoir et du profit* permet de connaître et d'analyser la politique et la réalité de la classe dirigeante suisse, chose fort utile pour les diverses générations de la gauche radicale dans ce pays. S'intéressant globalement à des domaines parfois très sensibles du passé helvétique, Sébastien Guex a présenté en 1998, lors d'un

congrès de l'Union syndicale suisse, un exposé sur la grève générale de novembre 1918, en cherchant à tirer les enseignements de cet événement aujourd'hui encore pour l'action du mouvement ouvrier (politique et syndical).

Si le volume de l'ouvrage pourrait parfois faire hésiter à en entreprendre la lecture, chaque texte peut être lu indépendamment des autres.

Hans-Peter Renk



Sébastien Guex, *Du pouvoir et du profit : contributions à l'histoire économique et sociale*. Lausanne, Editions Antipodes, 2022

JAA  
CH-1211 Genève 2  
P.P. / Journal

**LAPOSTE**  
Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

**solidaritéS**

407

16 06  
2022

C'est quoi  
ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

**SOUTENEZ-  
NOUS,  
ABONNEZ-  
VOUS!**

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

**Vous pouvez vous abonner sur Internet:**  
[solidarites.ch/abonnement](https://solidarites.ch/abonnement)

**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

→ **solidarités**  
Case Postale 2089  
1211 Genève 2  
ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)  
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

- 3 **National**  
Pride de nuit : pour une manifestation queer, d'eter, solidaire et festive
- 4 **Monde du travail**  
Nouvel épisode dans la lutte Smood après la grève, une CCT!
- 5 **Genève**  
L'urgence de se former de se former
- 6 **Vaud**  
Personnes en situation précaire condamnées à la rue
- 7 **Santé**  
Inclusion et recherche médicale de l'oubli à l'essentialisation
- 8-9 **Histoire**  
« Le fantôme stalinien ne s'est pas évaporé »
- 10 **Écologie**  
Noces de l'atome et du capital : l'énergie du désespoir
- 11 **Féminisme**  
Révision de la loi sur le viol : L'État et le consentement en avant nationaliste
- 12 **International**  
Turquie : menaces d'invasion et fuite en avant nationaliste
- 13 **Monde du travail**  
État-Unis : des travailleuses s'organisent face au pouvoir du capital
- 14 **Débat**  
Ukraine : débats et défis pour la gauche face à l'invasion de l'Ukraine
- 15 **À écouter**  
Un podcast queer pour la culture
- À lire**  
Du pouvoir et du profit

En images Queer

# POUR UNE PRIDE ANTICAPITALISTE

Comme les grenouilles, créatures nocturnes qui refusent la binarité de genre, le régime politique dyacisheterosexuel et l'ordre établi, viens croasser pour un avenir queer le 2 juillet pour la Pride de Nuit à Lausanne!